

L'innovation ne justifie pas les inégalités

Chronique «Economiques»

— 19 octobre 2015 à 18:46

Pourquoi les profits tirés des innovations devraient-ils être concentrés entre les mains d'un nombre restreint d'acteurs privés (qui au surplus excellent à échapper à l'impôt) ?

- L'innovation ne justifie pas les inégalités, par Bruno Amable

L'augmentation des inégalités de revenus a suscité l'attention des économistes ces dernières années. Une partie de la littérature a souligné les conséquences néfastes de ce phénomène : alimentation de bulles sur divers actifs ; accroissement des obstacles à la mobilité sociale ; contribution à la «stagnation séculaire», les revenus élevés ayant une moindre propension à consommer ; montée en puissance d'une oligarchie dont le pouvoir de nuisance et de corruption dans tous les domaines (politique, scientifique, culturel...) est considérable, etc.

La réaction n'a pas tardé et on a vu émerger un discours lénifiant expliquant que les inégalités ne sont que la conséquence de la réussite d'innovateurs récoltant la juste récompense de leurs considérables efforts. La croissance de long terme reposant sur l'innovation, la montée des inégalités refléterait l'importance accrue de cette dernière pour les économies modernes. L'augmentation parallèle de la part de revenu perçue par les 1 % les plus riches et du nombre de dépôts de brevets est supposée convaincre les sceptiques.

Des doutes sont permis. Premièrement, les brevets sont un indicateur précieux mais imparfait de l'activité d'innovation. L'augmentation observée du nombre de leurs dépôts provient en partie du développement d'une activité particulière : les firmes brevettent des inventions pour bloquer l'innovation des concurrents. La contribution positive au développement économique de ces «brevets bloquants» n'est donc pas garantie. De plus, la croissance des brevets et celle des inégalités vont de pair avec le ralentissement de la productivité. On peut donc s'interroger sur l'utilité de certaines inventions brevetées comme sur la légitimité de certaines rémunérations.

Ensuite, est-on bien certain que les gains financiers issus des innovations vont aux «bonnes» personnes ? De nouvelles firmes créées pour commercialiser certaines innovations ont en effet enrichi leurs créateurs et dirigeants, mais en grande partie grâce à d'autres innovations, financières celles-là, et aux baisses d'impôts bénéficiant aux hauts revenus. Le secteur financier a donc en bonne partie profité de cette évolution qui a fait en sorte que les gains des innovations se concentrent sur un nombre réduit d'individus, innovateurs ou pas. Par ailleurs, si le gain récompense le risque, celui lié à la plupart des innovations est assez largement distribué dans la société ; en tout cas beaucoup plus largement que ne l'est la distribution des profits de l'innovation.

Le mythe de l'innovateur héroïque dans son garage sous-tend le discours justifiant les inégalités. Il est pourtant un acteur essentiel de l'innovation qui a été systématiquement perdant ces derniers temps, c'est l'Etat. De nombreux travaux ont montré le rôle indispensable tenu par ce dernier dans la genèse des innovations les plus fondamentales pour la croissance. Les firmes de high-tech de la Silicon Valley et même celles de capital-risque n'auraient jamais existé sans les programmes technologiques de l'armée américaine ; la plupart des innovations dans les technologies dites «génériques» (avec un large domaine d'application et conduisant au développement de techniques et innovations associées) ont été financées sur fonds publics ; la biotechnologie n'existerait pas sans les recherches universitaires publiques, etc. C'est le grand mérite de l'économiste italienne Mariana Mazzucato d'avoir mis en évidence le fait que toutes les technologies rendant le smartphone «smart» ont vu le jour grâce à la recherche publique.

Dans ces conditions, pourquoi les profits tirés des innovations devraient-ils être concentrés entre les mains d'un nombre restreint d'acteurs privés (qui au surplus excellent à échapper à l'impôt) ?

Enfin, est-on vraiment certain que l'augmentation des inégalités et l'innovation sont liées ? Si on compare les pays de l'OCDE entre eux et qu'on cherche à rapprocher la part du revenu des 1 % les plus riches à un indicateur d'innovation (même construit à partir de données de brevets), on peine à voir émerger une relation positive. C'est même plutôt l'inverse qui se dessinerait. Des pays très innovateurs comme les pays nordiques sont aussi relativement égalitaires. On trouve par ailleurs des pays inégalitaires qui innoveraient peu.

Le discours, certainement très agréable à l'oreille des oligarques, qui consiste à justifier l'augmentation des inégalités par leur nécessité pour le processus d'innovation extrapole à partir du seul cas des États-Unis, un cas particulier à bien des égards.

